



## PROVOCATION

### **34 000 suppressions d'emplois envisagées dans la Fonction publique d'Etat : quand l'idéologie prend le pas sur l'intérêt général**

Le Gouvernement annonce aujourd'hui la poursuite de sa politique de réduction de l'emploi public pour l'année 2010.

Or, la crise de l'emploi s'annonce massive et frappe de plein fouet les jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi. Les 34000 suppressions de postes envisagées aggraveront encore la situation. Quelle cohérence avec les incitations faites aux employeurs privés de sauvegarder à tout prix l'emploi ? Quelle cohérence avec les annonces du « plan jeunes » porté par Martin Hirsch ?

Cette non-réponse à la revendication de l'arrêt des suppressions de postes (plus de 100 000, dont 54 000 au seul ministère de la Défense, depuis trois ans) n'est pas acceptable. Pire, elle tombe comme une provocation quand aucun débat sur les missions des services publics n'a eu lieu.

Le Gouvernement devra assumer les conséquences sociales importantes et profondes de sa politique en matière d'emploi et de services publics, à un moment où la population en a un besoin crucial.

En cette période de crise, les agents publics sont mobilisés et engagés pour le développement de services publics de qualité dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre aux besoins sociaux et de solidarité.

L'UFFA-CFDT appelle l'ensemble des fonctionnaires et agents publics à s'inscrire pleinement dans les mobilisations du 26 mai et du 13 juin et portera avec force sa revendication du maintien de l'emploi public.